

(Marché de prestations intellectuelles)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

Missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs de 2° catégorie lors des opérations de bâtiment ou de génie civil, pour les phases conception et réalisation.

PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE

ETAT – MINISTERE DES ARMEES

REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est

OBJET DU MARCHE

COSI 452614
AUXONNE (21) – QUARTIER BONAPARTE – 511 RT – Création
d'une nouvelle armurerie
N° de projet 25-PCO005-002

SOMMAIRE

ARTICLE 1	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 –	INTERLOCUTEURS	4
1.2 –	PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES	4
1.3 –	CONTROLE DES ACCES.....	4
1.5 –	MESURES PARTICULIERES POUR FAIRE FACE A UNE EVENTUELLE PANDEMIE	5
1.8 –	PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	5
1.7 –	PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT	5
ARTICLE 2	OBJET DU MARCHE.....	5
2.1 –	TYPE D’OPERATION	6
2.3 –	DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET :	6
2.4 –	MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX ET MONTANT :	6
2.5 –	TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS (ARRETE DU 25 FEVRIER 2003)	6
ARTICLE 3	AUTRES INTERVENANTS.....	6
3.1 –	MAITRISE D'ŒUVRE :	6
3.2 –	CONTROLE TECHNIQUE :	6
3.3 –	COORDINATION SSI :	7
3.4 –	COORDINATION DES TRAVAUX :	7
3.5 –	ETABLISSEMENT UTILISATEUR :	7
3.6 –	SOUS TRAITANCE :	7
3.7 –	INSPECTION DU TRAVAIL COMPETENTE :	7
	OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE	7
ARTICLE 4	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	8
ARTICLE 5	PROPRIETE INTELLECTUELLE	8
ARTICLE 6	CONTENU DE LA MISSION	8
6.2 –	PRESTATIONS A EXECUTER PENDANT LA PERIODE DE LEVEE DES RESERVES DU MARCHE DE TRAVAUX :	16
6.3 –	PROLONGATION DU MARCHE DE TRAVAUX ET INCIDENCE SUR LE MARCHE :	16
6.4 –	VACATIONS SUPPLEMENTAIRES :	16
6.5 –	MOYENS ACCORDES PAR LE MAITRE D’OUVRAGE:	17
6.6 –	AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS:	17
ARTICLE 7	RECEPTION.....	18
ARTICLE 8	MODALITES DE REGLEMENT.....	18
ARTICLE 9	DELAIS D’EXECUTION – PENALITES – RETENUES - RESILIATION	20
-	PENALITES	21
-	PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS D’ETUDE OU DES AVIS	21
-	PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS	21
ARTICLE 10	VARIATION DES PRIX – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT –	
INTERETS MORATOIRES.....		22
ARTICLE 11	RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES D’ARRET D’EXECUTION .	23
-	NON RENOUVELLEMENT OU PERTE DE L’AGREMENT DU COORDONNATEUR	23
-	RESILIATION POUR TRAVAIL DISSIMULE.....	23

- RESILIATION SUR DECISION DU MAITRE D'OUVRAGE.....	24
- RESILIATION SUR DEMANDE DU TITULAIRE	24
- RESILIATION AUX TORDS DU TITULAIRE	24
- ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS APRES CHAQUE PARTIE TECHNIQUE	24
ARTICLE 12 DIFFERENDS	24
- DIFFERENTS ENTRE LES PARTIES	24
- SAISINE DU COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE	24
- TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE	25
ARTICLE 13 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	25
ARTICLE 14 ASSURANCES	25
ARTICLE 15 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	25

ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché a pour objet l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les parties techniques suivantes :

- Partie technique n° 01 : « **désamiantage – déconstruction – dévoiement de réseaux** »
- Partie technique n° 02 : « **conception** »
- Partie technique n° 03 : « **réalisation** »

concernant l'opération de travaux de bâtiment relatif à la construction d'une armurerie centralisée au Quartier Bonaparte à AUXONNE (21)

En vue d'effectuer les missions définies dans les chapitres V et VIII du titre III du livre II du code du travail.

1.1 – Interlocuteurs**A. Représentant du pouvoir adjudicateur :**

Le Directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est (SID NE) ou ses délégataires, le chef du pôle conduite des opérations de Besançon a la qualité de représentant du directeur du SID NE.

B. Responsable de la conduite des études (sous réserve de changement ultérieur par décision du représentant du pouvoir adjudicateur ou de son délégataire) :

L'interlocuteur pour l'exécution du marché subséquent est le chef du pôle conduite des opérations de Besançon (64 rue Bersot - BP 21437 - 25007 BESANCON Cedex- tél : 03.81.87.21.84 - mail : stephane.maricau@intradef.gouv.fr), ainsi que le point de contact de transmission des factures selon les modalités définies à l'article 8 du présent CCP.

Le responsable de la conduite des études est habilité à signer les ordres de service.

1.2 - Prestations intéressant les Armées

Le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations des paragraphes 5.1, 5.2 de l'article 5 du C.C.A.G/PI. Son attention est particulièrement attirée sur le fait que les prestations à exécuter concernent pour une emprise militaire occupée.

1.3 - Contrôle des accès

Le personnel du titulaire a accès au site objet du présent marché.

Sauf autorisation exceptionnelle nominative, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit être muni d'un laissez-passer individuel permettant son accès dans l'établissement délivré par le service de sécurité. Les dispositions d'identification du personnel du titulaire (carte d'identification, badges) seront définies lors de la première réunion sur site.

A titre indicatif, seront nécessaires les noms-prénoms des personnes ayant à venir sur les lieux ainsi qu'une copie en cours de validité des pièces d'identité et les copies des cartes grises et certificats d'assurance des véhicules utilisés.

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

1.4 - Contrôle des véhicules

Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et communiquée par le titulaire au pôle conduite d'opérations (PCO) en charge du suivi de ce présent marché.

1.5 – Mesures particulières pour faire face à une éventuelle pandémie

Dans le cadre d'une éventuelle pandémie, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés œuvrant sur le chantier. Pour cela, il se conformera au guide de préconisations réalisé par l'OPPBTP révisé en fonction des évolutions de l'épidémie et des préconisations issues du gouvernement et autres publications, permettant l'activité du secteur du BTP, tout en assurant la sécurité des salariés.

1.6 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de respecter les dispositions prévues par les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée et en particulier les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT). (Se reporter à l'article 6.1 du CCAG-PI 2021).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

1.7 - Protection de l'environnement

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (se reporter à l'article 7 du CCAG-PI 2021).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 2 OBJET DU MARCHE

Les prestations du présent marché sont scindées en trois parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI définies ci-après, à exécuter durant l'élaboration du cahier des charges techniques de travaux et lors de l'exécution des travaux par l'entreprise titulaire.

Partie technique 1 « désamiantage – déconstruction – dévoiement de réseaux » :

- Prestations à exécuter durant la période de préparation du marché de travaux de désamiantage, de déconstruction et de dévoiement de réseaux ;
- Prestations à exécuter pendant la réalisation des travaux de désamiantage, de démolition et de dévoiement de réseaux ;
- Prestations à exécuter pendant la période de levée des réserves des marchés de travaux de désamiantage, de déconstruction et de dévoiement de réseaux.

Partie technique 2 « conception » :

- Prestations à exécuter durant la période de la fiche descriptive et estimative.
- Prestations à exécuter durant la rédaction du cahier des charges techniques de travaux.

Partie technique 3 « réalisation » :

- Prestations à exécuter pendant la réalisation des travaux.
- Prestations à exécuter pendant la période de levée des réserves du marché.

2.1 - Type d'opération

Article R4532-1 du code du travail

☒ 2^e catégorie (déclaration préalable)

2.2 - Délai d'exécution

La durée du marché figure à l'article 3 de l'acte d'engagement.

2.3 - Description sommaire du projet :

les travaux concernant la réalisation d'une armurerie centralisée sur l'emprise de l'ancien ordinaire, en rénovant/reconstruisant les bâtiments 017/018/019, au quartier Bonaparte à Auxonne (21).

Les travaux seront réalisés en deux phases :

- une première phase « démolitions et prérequis » comprenant essentiellement le désamiantage, dévoiement de réseaux et démolition des bâtiments 017 et 019.
- une deuxième phase « construction de l'armurerie » qui comprendra la réalisation TCE hors pré-requis.

2.4 - Mode de dévolution des travaux et montant :

☐ Marché à lots séparés

☒ Marché unique

Montant estimé : 3 200 K€ HT

2.5- Travaux à risques particuliers (Arrêté du 25 février 2003)

☒ Risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres ;

☐ Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;

☐ Travaux exposant à des substances chimiques ou à des agents biologiques ;

☒ Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable ;

☐ Risque de contact de pièces nues sous tension > TBT ;

☐ Travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;

☐ Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;

☐ Travaux de démolition, de déconstruction, impliquant des structures porteuses d'un volume supérieur à 200 m³ ;

☒ Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds

☐ Utilisation d'appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m.

ARTICLE 3 AUTRES INTERVENANTS

3.1 - Maîtrise d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Le chef du Pôle Maîtrise d'Œuvre de Besançon.

Quartier RUTY – 64 rue Bersot - 25027 BESANCON CEDEX

Tél : 03.81.87.21.71

3.2 – Contrôle technique :

☒ Oui :

☐ Non (sans objet)

3.3 – Coordination SSI :

- ☐ Oui :
☒ Non (sans objet)

3.4– Coordination des travaux :

- ☐ Oui :
☒ Non (sans objet)

3.5 – Etablissement utilisateur :

511^{ème} Régiment du Train à AUXONNE

3.6 – Sous traitance :

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG/PI, et au regard des articles 4532-17 à R 4532-19 et R 4532-29 du code du travail, la sous-traitance des opérations de coordination est interdite.

3.7 – Inspection du travail compétente :

Il est précisé que l'inspection du travail dans les armées (I.T.A.) est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail à l'intérieur des enceintes militaires :

Contrôle général des armées
Groupe des inspections – Inspection du travail dans les armées
60 boulevard du général Martial VALIN
CS 21623 – PC066
75509 PARIS Cedex 15

Obligations du titulaire en cours de marché en matière de travail dissimulé

Le titulaire doit fournir au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants afférents aux articles L. 8222-1, D.8222-1 et D. 8222-5 ou D8222-7 et D8254-2 à 5 du code du travail :

- une attestation de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, datant de moins de 6 mois,
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- la liste nominative des salariés étrangers, soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2, 3 et 11 du code du travail, précisant pour chacun, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail,
- un justificatif d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoires des métiers.

La non fourniture de ces documents pourra entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 11 du présent CCP.

ARTICLE 4 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Les documents régissant le présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date d'établissement des prix
- Les avenants et les actes spéciaux postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire justificatif remis par le candidat avec son offre ;
- Le cadre du détail estimatif (DE);
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Les lois, décrets et arrêtés d'application en vigueur pour la protection en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Le code du travail.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

ARTICLE 5 PROPRIETE INTELLECTUELLE

La cession des droits de propriété s'applique selon les stipulations de l'article 35 du CCAG-PI.

ARTICLE 6 CONTENU DE LA MISSION

Le coordonnateur intervient sur le chantier où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, sous-traitants inclus et veille à ce que les principes généraux de prévention définis par les articles L. 4531-1 et L. 4535-1 du code du travail soient respectés par l'ensemble des intervenants à l'acte de construire.

Sa mission vise à prévenir les risques résultant des travaux simultanés ou successifs d'intervenants indépendants et à prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

Au vu de la durée d'exécution et de la surface d'emprise, du fait de la nature même des travaux réalisés dans une enceinte en activité, une attention particulière sera portée à la co-activité entre les entreprises de travaux et les utilisateurs.

Sa mission doit tenir compte de l'occupation du bâtiment pendant les travaux et doit prévoir la mise en place de protections et de clôtures de délimitation par rapport aux occupants pour les accès aux bâtiments.

La mission de coordination porte sur les parties conception et réalisation de l'opération y compris la période de levée des réserves.

Le titulaire du marché est désigné sous le nom de coordonnateur dans les pièces du présent marché.

La personne physique désigné dans l'acte d'engagement pour exercer la mission de coordinateur SPS doit en permanence posséder l'attestation requise par l'article R 4532-31 du code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché au frais et risque du titulaire.

La coordination sera assurée par chaque partie par les personnes physiques nommément désignés dans l'acte d'engagement. La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée dans l'acte d'engagement pour en assurer la conduite et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser l'acheteur dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation est faite au contractant de désigner au moins 1 suppléant et de faire figurer son nom dans l'acte d'engagement.

Le changement de coordonnateur SPS occasionné par un cas de force majeure ou par la durée des travaux (congés ou autre) sera constaté par procès-verbal établi après visite de chantier par le coordonnateur SPS titulaire et le coordonnateur SPS suppléant.

Tout autre changement de coordonnateur sera autorisé dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et protection de la santé des travailleurs.

Les missions de coordination s'appliquent à chacune des parties techniques, définies au présent CCP

Article 6.1.1 Partie technique n° 1 « désamiantage – déconstruction – dévoiement de réseaux »

- Pendant la partie technique n° 1, le coordonnateur a pour mission de :

- **examiner** les documents de conception PRO (plans et CCTP) rendus par les titulaires des marchés de désamiantage et de démolitions et fournis par le maître d'ouvrage. A l'issue de cette analyse, il communique son avis au maître d'ouvrage,
- **veiller** à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 soient effectivement mis en œuvre ;
- **ouvrir** le registre-journal de la coordination et, conformément à l'article R. 4532-38, y porter au fur et à mesure du déroulement de l'opération les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant. Ces observations sont visées dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles ;
- **analyser** les dossiers établis par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre et formuler éventuellement ses observations (état néant éventuel) ;
- **élaborer et adapter** le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PGC SPS) ;
- **contrôler** les données relatives à la prévention des risques professionnels ;
- **participer aux réunions le concernant**, visiter le site du chantier et définir les aménagements de chantier (clôture, VRI), voies (cf accès) en liaison avec les représentants du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre ; veiller à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 soient effectivement mis en œuvre ;
- **procéder** avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que

les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;

- **tenir à jour et conserver le registre-journal** de la coordination dans lequel il consigne, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :
 - les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au a du 30 de l'article R. 4532-13 du code du travail, qu'il fait viser par les entrepreneurs concernés ;
 - les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au représentant du maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles ;
 - dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;
 - une copie du registre journal sera tenue à jour en permanence sur le chantier. Le coordonnateur présente le registre-journal, sur leur demande, au représentant du maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels ;
- **tenir** à jour et adapter le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS) notamment :
 - en le complétant et l'adaptant en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises ;
- en intégrant, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et, le cas échéant, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail ,
- une copie du PGC SPS sera tenue à jour sur le chantier. Le coordonnateur est tenu de communiquer, dès la conclusion du marché de travaux, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.
- **tenir** à jour et adapter le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé établi par tous les intervenants du chantier les plans particuliers de sécurité et protection de la santé (PPSPS) après les inspections communes et les harmoniser. Ces plans intègrent les mesures prévues pour l'accès des fournisseurs au chantier ;
- le coordonnateur communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques, particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail ;
- **définir** les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;
- **organiser** entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise

s'apprête à exécuter les consignes à observer ou à transmettre les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;

- **veiller** à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- **tenir compte** des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément aux mesures édictées par l'article R. 4532-14 du code du travail ;
- **communiquer** aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;
- **participer à la première partie de chaque réunion de chantier (DUREE MINIMUM 1 HEURE)** destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs sur le chantier. Le jour de la réunion de chantier hebdomadaire pour laquelle la présence du coordonnateur est obligatoire sera défini en première réunion en accord avec les différents intervenants. Le coordonnateur SPS est destinataire des comptes rendus de chantier établis par le maître d'œuvre et formulera le cas échéant toutes les observations ;
- **proposer** les dispositions qui s'avèrent nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- **assurer** une présence régulière sur le chantier, à raison d'une (1) visite hebdomadaire au minimum pendant les heures de service et hors du jour de la réunion de chantier (DUREE MINIMUM 1 HEURE). Cette présence est consacrée d'une part aux visites organisées à son initiative en fonction des phases importantes du chantier, d'autre part aux visites communes préalables à l'intervention de tout nouvel entrepreneur. En cas de visite organisée à son initiative, le coordonnateur SPS est tenu d'en aviser au préalable le représentant du maître d'ouvrage.
Il effectue la visite, seul ou accompagné du représentant du maître d'ouvrage s'il le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation d'entreprises. Un compte rendu de visite est porté au registre-journal de la coordination ; il précise le temps de visite, son objet, les intervenants et les observations formulées ;
- **contrôler** les données relatives à la prévention des risques professionnels pour la maintenance des installations d'éclairage, de fermetures automatiques, de désenfumage, électriques, d'aération et d'assainissement ;
- **constater** la validité des mesures définies dans le D.I.U.O. et si besoin adapter le document dans les trois mois suivants la fin de la période de garantie de parfait achèvement, au vu des premières interventions sur l'ouvrage en exploitation ;
- **conserver** le registre journal de la coordination pendant 5 (cinq) ans, à compter de la réception des ouvrages ;

Le titulaire doit prendre en compte un arrêt possible de ses prestations à la fin de la phase désamiantage/démolition/dévoisement de réseaux. Une passation de consigne sera alors nécessaire entre le titulaire de la phase désamiantage/démolition/dévoisement de réseaux et le titulaire de la phase conception. Le règlement de cette prestation sera fait par application du prix indiqué au bordereau de prix unitaire (BPU).

Article 6.1.2 Partie technique 2 « conception »

- Pendant la partie technique 2, le coordonnateur a pour de mission :

- **participer** aux réunions le concernant, visiter le site du chantier et définir les aménagements de chantier (clôture, VRD, voies d'accès) en liaison avec les représentants du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre ; veiller à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 soient effectivement mis en œuvre ;

- **tenir à jour et conserver le registre-journal** de la coordination dans lequel il consigne, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :
 - les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au 30 de l'article R. 4532-13 du code du travail, qu'il fait viser par les entrepreneurs concernés ;
 - les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au représentant du maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles ;
 - dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;
 - une copie du registre journal sera tenue **à jour en permanence sur le chantier**. Le coordonnateur présente le registre-journal, sur leur demande, au représentant du maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels ;
- **tenir à jour et adapter** le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS) notamment :
 - en le complétant et l'adaptant en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises ;
 - en intégrant, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et, le cas échéant, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail ;
 - une copie du PGC SPS sera tenue à jour sur le chantier. Le coordonnateur est tenu de communiquer, dès la conclusion du marché de travaux, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.
- **faire établir** par tous les intervenants du chantier les plans particuliers de sécurité et protection de la santé (PPSPS) après **les inspections communes et les harmoniser**. Ces plans intègrent les mesures prévues pour l'accès des fournisseurs au chantier ;
- le coordonnateur communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail ;
- **définir** les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;
- **organiser** entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;
- **veiller** à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;

- **tenir compte** des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément aux mesures édictées par l'article R. 4532-14 du code du travail ;
- **procéder** avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;
- **communiquer** aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;
- **participer à la première partie de chaque réunion de chantier (DUREE MINIMUM 1 HEURE)** destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs sur le chantier. Le jour de la réunion de chantier hebdomadaire pour laquelle la présence du coordonnateur **est obligatoire** sera défini en première réunion en accord avec les différents intervenants. Le coordonnateur SPS est destinataire des comptes rendus de chantier établis par le maître d'œuvre et formulera le cas échéant toutes les observations ;
- **proposer** les dispositions qui s'avèrent nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- **assurer** une présence régulière sur le chantier, à raison **d'une (1) visite hebdomadaire au minimum pendant les heures de service et hors du jour de la réunion de chantier (DUREE MINIMUM 1 HEURE)** Cette présence est consacrée d'une part aux visites organisées à son initiative en fonction des phases importantes du chantier, d'autre part aux visites communes préalables à l'intervention de tout nouvel entrepreneur. En cas de visite organisée à son initiative, le coordonnateur SPS est tenu d'en aviser au préalable le représentant du maître d'ouvrage ;
Il effectue la visite, seul ou accompagné du représentant du maître d'ouvrage s'il le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation d'entreprises. Un compte rendu de visite est porté au registre-journal de la coordination ; il précise le temps de visite, son objet, les intervenants et les observations formulées ;
- **compléter** le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Le site de l'opération dont le présent marché est destiné à assurer la coordination SPS est un lieu de travail. Ce dossier rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (version définitive) est remis par le coordonnateur SPS au maître de l'ouvrage dans un délai maximal de 2 mois suivant la réception des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) transmis par le maître d'ouvrage. Une première version du DIUO est adressée au maître de l'ouvrage dans le délai maximum de 30 jours suivant la date de réception de l'ordre de service prescrivant de le fournir. La transmission du DIUO (version définitive) fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Conformément à l'article R 4211-3 du Code du travail, le D.I.U.O intègre le dossier de maintenance;
- **constater** la validité des mesures définies dans le D.I.U.O. et si besoin adapter le document dans les trois mois suivants la fin de la période de garantie de parfait achèvement, au vu des premières interventions sur l'ouvrage en exploitation ;

Le titulaire doit prendre en compte un arrêt possible de ses prestations à la fin de la phase conception. Une passation de consigne sera alors nécessaire entre le titulaire de la phase conception et le titulaire de la phase réalisation. Le règlement de cette prestation sera fait par application du prix indiqué au bordereau de prix unitaire (BPU).

Article 6.1.3 Partie technique n° 03 « Réalisation »

- Pendant la partie technique 3, le coordonnateur a pour de mission :

- **participer** aux réunions le concernant, visiter le site du chantier et définir les aménagements de chantier (clôture, VRD, voies d'accès) en liaison avec les représentants du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre ; veiller à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L.4531-1 soient effectivement mis en œuvre ;
- **tenir** à jour et conserver le registre-journal de la coordination dans lequel il consigne, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :
 - les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au a du 30 de l'article R.4532-13 du code du travail, qu'il fait viser par les entrepreneurs concernés ;
 - les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au représentant du maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles ;
 - dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;
 - une copie du registre journal sera tenue **à jour en permanence sur le chantier**. Le coordonnateur présente le registre-journal, sur leur demande, au représentant du maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels ;
- **tenir à jour et adapter** le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS) notamment :
 - en le complétant et l'adaptant en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises ;
 - en intégrant, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et, le cas échéant, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail ;
 - une copie du PGC SPS sera tenue à jour sur le chantier. Le coordonnateur est tenu de communiquer, dès la conclusion du marché de travaux, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.
- **faire établir** par tous les intervenants du chantier les plans particuliers de sécurité et protection de la santé (PPSPS) après **les inspections communes et les harmoniser**. Ces plans intègrent les mesures prévues pour l'accès des fournisseurs au chantier ;
- le coordonnateur communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail ;

- **définir** les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;
- **organiser** entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;
- **veiller** à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- **tenir compte** des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément aux mesures édictées par l'article R. 4532-14 du code du travail ;
- **procéder** avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;
- **communiquer** aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;
- **participer à la première partie de chaque réunion de chantier (DUREE MINIMUM 1 HEURE)** destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs sur le chantier. Le jour de la réunion de chantier hebdomadaire pour laquelle la présence du coordonnateur **est obligatoire** sera défini en première réunion en accord avec les différents intervenants. Le coordonnateur SPS est destinataire des comptes rendus de chantier établis par le maître d'œuvre et formulera le cas échéant toutes les observations ;
- **proposer** les dispositions qui s'avèrent nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- **assurer** une présence régulière sur le chantier, à raison d'une (1) **visite hebdomadaire au minimum pendant les heures de service et hors du jour de la réunion de chantier (DUREE MINIMUM 1 HEURE)** Cette présence est consacrée d'une part aux visites organisées à son initiative en fonction des phases importantes du chantier, d'autre part aux visites communes préalables à l'intervention de tout nouvel entrepreneur. En cas de visite organisée à son initiative, le coordonnateur SPS est tenu d'en aviser au préalable le représentant du maître d'ouvrage ;
Il effectue la visite, seul ou accompagné du représentant du maître d'ouvrage s'il le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation d'entreprises. Un compte rendu de visite est porté au registre-journal de la coordination ; il précise le temps de visite, son objet, les intervenants et les observations formulées ;
- **compléter** le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Le site de l'opération dont le présent marché est destiné à assurer la coordination SPS est un lieu de travail. Ce dossier rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (version

définitive) est remis par le coordonnateur SPS au maître de l'ouvrage dans un délai maximal de 2 mois suivant la réception des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) transmis par le maître

d'ouvrage. Une première version du DIUO est adressée au maître de l'ouvrage dans le délai maximum de 30 jours suivant la date de réception de l'ordre de service prescrivant de le fournir. La

transmission du DIUO (version définitive) fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Conformément à l'article R 4211-3 du Code du travail, le D.I.U.O intègre le dossier de maintenance;

- **constater** la validité des mesures définies dans le D.I.U.O. et si besoin adapter le document dans les trois mois suivants la fin de la période de garantie de parfait achèvement, au vu des premières interventions sur l'ouvrage en exploitation ;
- **conserver** le registre journal de la coordination pendant 5 (cinq) ans, à compter de la réception des ouvrages;
- **réaliser** la rédaction de la déclaration de fin de chantier sur support papier et informatique ;

6.2 – Prestations à exécuter pendant la période de levée des réserves du marché de travaux :

- **veiller** à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article R. 4531-1 soient effectivement mis en œuvre par les différents intervenants ;
- **tenir** compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément aux mesures édictées par l'article R. 4532-15 code du travail ;
- **tenir à jour** les registres-journaux de la coordination dans lequel il consigne, au fur et à mesure de leur déroulement les différentes interventions ;
- **participer** aux visites concernant les interventions, visiter le site du chantier et définir les aménagements de chantier (clôture, moyens de levage, VRD, accès) et de protection nécessaires aux interventions en liaison avec, les représentants du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre ;
- au vu des premières interventions sur l'ouvrage en exploitation, constater la validité des mesures définies dans le DIUO et si besoin adapter le document dans les trois mois suivants la fin de la période de garantie de parfait achèvement ;
- **remettre en trois exemplaires** (dont 1 sur support informatique) au maître de l'ouvrage lors de la réception de l'ouvrage, le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Le site de l'opération dont le présent marché est destiné à assurer la coordination SPS est un lieu de travail. Conformément à l'article R. 4211-4 du Code du travail, le DIUO intègre le dossier de maintenance. Le DMLT sera également transmis dans les mêmes conditions ;

Les prestations à exécuter pendant cette période de levée des réserves seront commandées expressément par le maître d'ouvrage. La rémunération de ces prestations se fera par application du prix prévu au bordereau de prix unitaires (BPU).

6.3 – Prolongation du marché de travaux et incidence sur le marché :

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG PI, une prolongation de délai de la même durée que celle du marché de travaux sera accordée au titulaire du SPS sans demande de sa part. Elle fera l'objet d'une décision du RPA notifiée par ordre de service.

Pendant cette période, le coordonnateur assure sa mission dans les conditions fixées ci-avant.

Les prestations à exécuter pendant la prolongation du marché de travaux seront commandées expressément par le maître d'ouvrage.

6.4 – Vacances supplémentaires :

Les vacances supplémentaires à exécuter pendant la prolongation du marché de travaux ou pendant la période de levée des réserves feront l'objet d'un ordre de service du maître d'ouvrage notifié au titulaire précisant leur nombre, leur fréquence et l'incidence financière sur le montant du marché.

Le nombre et la fréquence de ces prestations seront arrêtés entre le maître de l'ouvrage et le titulaire du présent marché.

Le règlement de ces vacations se fera par application du prix unitaire correspondant indiqué au bordereau de prix unitaire (BPU).

6.5 – Moyens accordés par le maître d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage s'engage :

- À faire entretenir ces VRD durant toute la phase de réalisation ;
- À informer les maître(s) d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans le présent marché ;
- À fournir au coordonnateur, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tout renseignement, justificatif et document technique utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative, et notamment dès qu'il est établi le DOE afin de finaliser le DIUO ;
- À donner librement accès aux chantiers et aux autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, à fournir toute facilité au coordonnateur pour l'exercice de sa mission ;
- À prévenir le coordonnateur de la date de commencement des travaux. Ce dernier est par ailleurs informé du déroulement du chantier par la communication systématique qui lui est faite des comptes rendus de réunion ; il assiste systématiquement aux dites réunions ;
- À fournir au coordonnateur la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Les documents d'études relatifs aux éléments DCE seront transmis pour avis avant leur approbation.

6.6 – Autorité du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS aura un droit d'accès permanent au chantier et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.

En cas d'anomalie constatée, de violation par tout intervenant des mesures de coordination SPS qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de SPS, le coordonnateur procédera sans délai de la manière progressive suivante :

- remarque verbale ;
- remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste ;
- remarque en réunion hebdomadaire de chantier ;
- demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage ;
- mention de l'anomalie sur le registre-journal de la coordination.

- Danger grave et imminent

En cas de danger grave et imminent, le maître de l'ouvrage autorise le coordonnateur à arrêter le chantier et à prendre les mesures conservatoires adaptées ainsi que celles nécessaires pour supprimer le danger.

Dans une telle situation le coordonnateur informera dans les plus brefs délais :

- la ou les entreprises concernées ;
- la maîtrise d'ouvrage ;
- la maîtrise d'œuvre.

La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

– Accidents du travail

Le coordonnateur s'engage à saisir immédiatement l'acheteur de tout accident survenant à l'un de ses agents au cours de la mission de coordination objet du présent marché.

– Litige

Tout différend entre le coordonnateur et les autres intervenants dans l'opération, y compris la maîtrise d'œuvre, est soumis au maître d'ouvrage.

- Information du coordonnateur

Le coordonnateur est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants, y compris la maîtrise d'œuvre et le responsable OPC, tout document et information nécessaire à l'accomplissement de sa mission et notamment tout document qu'il juge utile pour examiner les PPSPS.

ARTICLE 7 RECEPTION

La réception est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur accepte avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

Les opérations de vérification s'effectueront conformément au CCAG/PI.

ARTICLE 8 MODALITES DE REGLEMENT

- Contenu des prix - Mode d'évaluation des prestations

Les prix du marché sont hors TVA.

Ils sont réputés tenir compte :

- de la complexité de l'opération ;
- des déplacements pour se rendre sur le chantier et dans les bureaux du maître d'ouvrage, ainsi que des frais de secrétariat ;
- de l'obligation faite aux intervenants extérieurs de se conformer aux consignes et règlements édictés par le Chef de Corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel la mission est exécutée ;

Ils sont réputés comprendre :

- la période de recouvrement lors des changements éventuels de coordinateur, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation de consignes ;
- le temps passé pour l'accueil des entreprises, les visites d'inspection communes et la participation aux réunions de chantier ;
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix mixte (forfait et prix unitaire) précisé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

- Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire est effectué dans les conditions suivantes :

- a) Après achèvement de chacune des phases par un paiement partiel définitif.**

Le paiement de chaque partie technique fera l'objet d'un paiement unique.

Toutefois, les prestations d'une partie technique pourront être réglées avant leur achèvement sous forme d'acompte afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs ne soit pas supérieur à trois (3) mois.

Ainsi à l'intérieur de chaque partie technique, le paiement pourra intervenir sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des prestations effectuées.

Les prestations incluses dans ces parties techniques ne peuvent faire l'objet d'un paiement partiel définitif qu'après leur achèvement total et leur réception par le maître d'ouvrage.

b) A l'achèvement complet de la mission d'un paiement pour solde

Le paiement pour solde ne peut intervenir qu'après l'achèvement complet de la mission et sa réception par le maître d'ouvrage.

- Acompte

– Demande d'acompte

La demande d'acompte est faite sous forme d'une demande de paiement établie par le titulaire. Elle comporte le compte rendu d'avancement de la partie technique considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.

Ce pourcentage, après accord de l'acheteur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

– Acompte

A partir de la demande de paiement présentée par le titulaire, l'acheteur établit l'état de l'acompte à verser au titulaire. Il tient compte de l'effet de la variation ainsi que des pénalités et réfections applicables.

- Paiement partiel définitif

Pour l'application des dispositions de l'article 11.7 du CCAG/PI, chaque phase donnera lieu à paiement partiel définitif.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement. Dans ce cas, la demande rectifiée est notifiée au titulaire.

- Demande de paiement

Le titulaire adresse ses factures de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus factures à l'adresse suivante : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes :

Pour déposer une facture sur le portail, la facture devra porter :

Toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI) :

- la date de facture,
- le numéro d'identification unique de la facture.
- la raison sociale et adresse,
- le SIRET ou à défaut SIREN,
- les montants HT et TTC,
- le taux de TVA appliqué et son montant,
- mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir,
- coordonnées bancaires.

Toutes les mentions nécessaires au traitement de la facture dont impérativement :

- la référence de l'engagement juridique (no d'EJ) de la commande,
- le code du Service Exécutant (code SE ESID METZ) : 1)107111057 15,
- le SIRET de l'ESID de Metz : 13000190200373

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site dans la rubrique « première visite Pour d'avantage d'information concernant l'utilisation du portail, le support technique Chorus Pro est disponible de 9 h 00 à 12h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00 :

- Par téléphone au 04 93 61 75 75
- documentation utilisateur : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

- Solde

- Demande de paiement final

La dernière demande de paiement ne peut être adressé au maître d'ouvrage qu'après constatation de l'achèvement de sa mission.

Le décompte final du marché est constitué par le dernier état d'acompte.

L'acheteur peut rectifier la demande de paiement final. Dans ce cas, la demande rectifiée est notifiée au titulaire par ordre de service.

- Décompte général du marché

L'acheteur établit le décompte général du marché qui comprend :

- d'une part, le décompte de la dernière partie technique à régler,
- d'autre part, la récapitulation des paiements partiels définitifs déjà réglés ainsi que du solde à verser dont le montant est égal au montant du paiement partiel définitif correspondant à la dernière partie technique réalisée.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert indiqué dans le RIB joint au présent marché.

En cas de changement de compte, il sera joint à la demande de paiement le nouveau RIB ou RIP.

ARTICLE 9 DELAIS D'EXECUTION – PENALITES – RETENUES - RESILIATION

– Computation des délais

Les modalités de computation des délais sont fixées par l'article 3.2 du CCAG/PI.

Les délais exprimés en jours s'entendent en jours calendaires.

- Délais d'intervention du coordonnateur

Les stipulations concernant les délais d'intervention du coordonnateur sont précisées ci-dessous :

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI, le point de départ du délai d'exécution court à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer cette phase.

La mission de chaque phase se terminera à l'issue de la levée de la dernière réserve sous condition de la transmission effective par le coordonnateur SPS au Maître de l'Ouvrage de l'ensemble des documents dus au titre de cette mission.

- Avis sur document transmis par maître de l'ouvrage

Le coordonnateur S.P.S. dispose d'un délai de **quinze (15) jours**, à compter de la réception de chaque document d'étude que lui transmet le maître d'ouvrage pour formuler un avis.

- Coopération avec les autres intervenants

Le coordonnateur S.P.S. propose au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission dans un délai de huit (8) jours à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations objet du présent marché.

Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, ainsi qu'au présent marché.

- Fourniture du PGC

Pour fournir le PGC, le coordonnateur S.P.S. dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'ordre de service fixant le début de sa mission.

- Dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO)

Le coordonnateur S.P.S. remet au maître d'ouvrage la première version du D.I.U.O au maximum quinze (15) jours après la date de réception de l'ordre de service prescrivant de le fournir.

Le DIUO dans sa version définitive est remis par le coordonnateur SPS au maître de l'ouvrage dans un délai maximal d'un (1) mois suivant la réception des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) transmis par le maître d'ouvrage.

- Pénalités

Les clauses de variation des prix de l'article 5.3 du CCP sont applicables aux pénalités.

Les pénalités se cumulent.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document ou de l'avis et la date limite prévue en tenant compte des délais prévus.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG/PI aucune exonération d'office de pénalités ne sera consentie.

- Pénalités pour retard dans la remise des documents d'étude ou des avis

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, en cas de retard sur chacun des délais fixés ci-dessus, le titulaire subira la pénalité forfaitaire journalière ci-après :

Document ou avis à fournir		Montant pénalité HT
Art. 6.2.1	Avis sur document transmis par maître de l'ouvrage	100,00 €
Art. 6.2.2	Coopération avec les autres intervenants	100,00 €
Art. 6.2.3	Fourniture du PGC	100,00 €
Art. 6.2.4	Dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO)	100,00 €

- Pénalités pour absence aux réunions

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, pour toute absence à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se verra appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 500,00 € HT.

Par dérogation 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI, le montant total des pénalités peut excéder 10% du montant total du marché.

ARTICLE 10 VARIATION DES PRIX – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT – INTERETS MORATOIRES

Article 10.1 Variation dans les prix

- Mode de variation des prix :

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont révisibles.

- Date d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la dernière date de limite des offres cette date est appelée "date zéro (Do)".

- Choix de l'index de référence :

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est l'index INGENIERIE publié au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index et consultables sur le site www.developpement-durable.fr et au Moniteur des travaux publics et du bâtiment.

- Modalités de révision des prix :

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$Cn = 0,125 + 0,875 \times \frac{In}{Io}$$

dans laquelle Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement à la date zéro et au mois n.

Le mois n étant :

Pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des prestations ;

Pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des prestations.

Les valeurs finales des paramètres retenues pour le calcul de la variation du prix sont celles atteintes à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

–Révision provisoire :

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

- Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur.

Article 10.2 Délai global de paiement :

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution de marché est fixé à 30 jours maximum conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Point de départ du délai global de paiement :

Pour les acomptes :

Pour un acompte, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le maître de l'ouvrage de la demande de paiement du titulaire ou la date d'achèvement des prestations faisant l'objet dudit paiement lorsque cette dernière date est postérieure à la date de réception par le maître de l'ouvrage de la demande de paiement du titulaire.

Pour le solde :

Le point de départ du délai global de paiement pour le solde est la date de réception par le maître de l'ouvrage de la demande de paiement du titulaire, ou la date de la notification de la date d'effet de la décision de réception de la mission, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Suspension du délai global de paiement :

Pour les acomptes et le solde

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le maître de l'ouvrage peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque acompte ou pour le solde. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte ou pour le solde.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le maître de l'ouvrage, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours.

– Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou du sous-traitant admis au paiement direct, au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à l'article 9 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 11 RESILIATION DU MARCHE - Clauses d'arrêt d'exécution

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 36 à 40 inclus du CCAG-PI 2021 avec les précisions suivantes :

- Non renouvellement ou perte de l'agrément du coordonnateur

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du coordonnateur portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

- Résiliation pour travail dissimulé

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues à l'article 8.3 du présent CCP, ou lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé

réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 39 du CCAG-PI 2021.

- Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 36 du CCAG-PI 2021 et la fraction des prestations déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue à l'article 41.2.2.4 du CCAG-PI 2021 fixée à 5 % de la partie résiliée du marché s'applique.

- Résiliation sur demande du titulaire

Conformément à l'article 38.1 du CCAG-PI 2021, si le titulaire rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

- Résiliation aux torts du titulaire

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 39 du CCAG-PI 2021, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37.1 du CCAG-PI 2021), les prestations sont réglées sans abattement.

- Arrêt de l'exécution des prestations après chaque partie technique

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI 2021, la décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue des parties techniques entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité

ARTICLE 12 DIFFERENDS

- Différents entre les parties

Tout différend entre le titulaire ou mandataire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire ou mandataire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées.

Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

- Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable, chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément aux articles L.2197-3 et R.2197-1 du code de la commande publique).

- Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel le marché est exécuté.

ARTICLE 13 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Lorsque les dispositions contractuelles et notamment les prestations demandées au titulaire modifient celles figurant au présent marché, elles feront l'objet d'un avenant qui prend en compte ces modifications.

ARTICLE 14 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit en outre contracter une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI 2021, avant l'attribution du marché, l'attributaire pressenti devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, conformément à l'article 9 du CCAG-PI 2021.

Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 15 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées au C.C.A.G./P.I. par le présent marché sont récapitulées ci-après :

- Article 3.6 du C.C.A.G./P.I. relatif aux prestations confiées en sous-traitance.
- Article 13.3 du CCAG/PI relatif aux prolongations de délai.
- Article 13.1.1 du CCAG/PI relatif au point de départ du délai d'exécution.
- Article 14.1, 14.1.2, 14.1.3 et 14.3 du CCAG/PI relatif aux pénalités.

A Besançon, le 26/02/2025

Pour le directeur du Service Infrastructure de la défense Nord Est
et par délégation,
L'ICDD Stéphane MARICAU
chef du pôle conduite d'opérations de Besançon